

marches-securises.fr

PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

Ville de Chartres (28)
Place des halles
28019 Chartres

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA
CONCURRENCE

SERVICES

Section 1 : Identification de l'acheteur**Nom complet de l'acheteur :** Ville de Chartres (28)**Numéro national d'identification :**

Type : SIRET - N° : 21280085800012

Code postal / Ville : 28019 Chartres**Grouperement de commandes :** Non**Section 2 : Communication****Moyens d'accès aux documents de la consultation**Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.c-chartres-marches.fr/>**Identifiant interne de la consultation :** 24V025**L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur :** Oui**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non**Nom du contact :** Service Marchés Publics - Tél : +33 237234064 - Mail : marches.publics@agglo-ville.chartres.fr**Section 3 : Procédure****Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte**Conditions de participation :**

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle : - Lettre de candidature, formulaire DC1 ou document équivalent
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Capacités techniques et professionnelles : Liste des prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire et particulièrement dans les domaines suivants :

- Mise en valeur de vestige,
 - Rénovation de bâtiment ayant un intérêt architectural, ou historique,
 - Conception d'espaces naturels ou de jardin paysager,
- Ces références sont illustrées par des photographies.

Technique d'achat : Accord-cadre**Date et heure limite de réception des plis :** Mercredi 13 novembre 2024 - 15:00**Présentation des offres par catalogue électronique :** Autorisée**Réduction du nombre de candidats :** Non**Possibilité d'attribution sans négociation :** Oui**L'acheteur exige la présentation de variantes :** Non**Identification des catégories d'acheteurs intervenant (accord-cadre uniquement) :** VILLE DE CHARTRES - place des Halles à CHARTRES (28000)- code NUTS: FRB02- courriel : marches.publics@agglo-ville.chartres.fr - adresse internet : www.chartres.fr**Critères d'attribution :** Les critères de sélection des offres sont indiqués à l'article 7.2 du règlement de la consultation**Section 4 : Identification du marché****Intitulé du marché :** Affaire n°24V025 : Missions de définition et d'accompagnement sur le projet de mise en valeur et de réinterprétation de la Porte Guillaume à Chartres**Classification CPV :** 71242000**Type de marché :** Services**Description succincte du marché :** Les prestations attendues comportent notamment :

- Élaboration du dessin qui concourra à la définition du programme par la Maitrise d'Ouvrage : Ensemble des documents qui permettront d'établir un programme détaillé pour la mise en oeuvre du concept, des intentions du projet lauréat : Plans de principe, note de détail des effets attendus, animation de réunions de présentation d'avancement du projet,
- Accompagnement lors de la consultation de MOE, avis sur le(s) rapport(s) d'analyse des offres techniques, participation au(x) réunion(s) d'animation de présentation des offres et analyses, par rapport rapport aux intentions du projet.
-Accompagnement lors des vérifications des études de MOE, analyse et avis sur les modes techniques de mise en oeuvre en rapport avec les intentions du projet.

Lieu principal d'exécution : Ville de Chartres

Durée du marché (en mois) : 48

Valeur estimée hors TVA : 60000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires :

Visite sur site non-obligatoire mais préconisée : Les candidats pourront effectuer cette visite en autonomie en se rendant directement sur le site, sis 25 rue de la Porte Guillaume à CHARTRES (28000).

Variantes : Aucune variante n'est autorisée.

Ebauches à fournir tels que définies à l'article 5.2 du Règlement de la consultation et dans les conditions mentionnées à ce même article. Ces ébauches serviront à l'analyse du critère qualité de l'offre des candidats. L'offre du candidat sera rejetée s'ils ne sont pas fournis.

La consultation aboutira à un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum pour sa durée totale de 60 000,00 € HT - 72 000,00 € TTC. Le montant maximum par période d'exécution est défini à l'article 1.3 du CCAP.

L'accord-cadre est conclu à compter sa date de notification pour une période initiale d'un an ou jusqu'à ce que le montant maximum de la période d'exécution soit atteint. Il est reconductible 3 fois pour une période d'un an à chaque fois ou jusqu'à ce que le montant maximum de la période d'exécution soit atteint.

Marché de prestations similaires : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Financement : ressources propres. A noter que la réalisation des travaux dans le cadre de ce projet pourra bénéficier de l'octroi de subventions et d'autres ressources extérieures (par exemple mécénat...).

Si avance : Obligation de fournir une garantie à première demande (ou caution personnelle et solidaire) pour recevoir l'avance forfaitaire de 10%.

L'avis d'attribution relatif à cette procédure sera publié au Journal Officiel de l'Union Européenne.

L'instance chargée des procédures de recours est indiquée à l'article 8.2 du règlement de consultation.

Introduction de recours :

Référé pré contractuel : articles L551-1 à 12 et R551-6 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature

du contrat. Référé contractuel : articles L551- 13 et suivants et R551-7 à 10 CJA, et pouvant être exercé dans les délais du R551-7 CJA.

Recours en contestation de validité du contrat - jurisprudence "Tarn et Garonne" pouvant être exercé par les tiers au contrat, sans considération de qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Date d'envoi du présent avis

04 septembre 2024